

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Division de Bar-le-Duc
14 rue Antoine Durenne
Parc Bradfer - CS 70542
55013 Bar-le-duc Cedex

Bar-le-duc, le 07/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EMC2

Nid de Cygne
55100 Bras-Sur-Meuse

Références : LD/105-2026
Code AIOT : 0006200757

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement EMC2 implanté 55100 Bras-sur-Meuse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale relative à la prévention des risques liés aux atmosphères explosives (ATEX) dans certaines installations industrielles, notamment les silos relevant de la rubrique ICPE 2160.

Elle a pour objet de vérifier que l'exploitant identifie correctement les zones susceptibles de présenter une atmosphère explosive et met en œuvre les mesures organisationnelles et techniques nécessaires à la prévention du risque d'explosion.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EMC2
- 55100 Bras-sur-Meuse
- Code AIOT : 0006200757
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La coopérative agricole EMC2 est autorisée, par arrêté préfectoral n° 3388 du 29 juillet 1980 modifié, à exploiter sur le territoire de la commune de Bras-sur-Meuse des silos de stockage de céréales ainsi que des installations de séchage et de traitement mécanique des substances végétales. Le site comprend également un entrepôt de stockage destiné aux semences.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 ATEX
- ATEX

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
4	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a fait preuve de réactivité en corrigeant le plan de zonage et en complétant la signalisation et les consignes après la visite. Les locaux sont ventilés, mais certaines grilles présentent un empoussièrément nécessitant un nettoyage régulier afin de garantir l'efficacité du dispositif.

Les équipements ATEX contrôlés sont conformes et font l'objet d'un suivi. En revanche, des non-conformités électriques, dont certaines anciennes, persistent ; leur traitement est engagé, notamment pour les interventions nécessitant une coupure générale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Identification des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. [...]
Constats : L'exploitant a transmis le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) du site, mis à jour en juillet 2018, ainsi qu'un plan de zonage ATEX identifiant les zones susceptibles de présenter une atmosphère explosive. Ce plan distingue notamment les zones 20, 21 et 22, ainsi que les zones dites « hors zone ». Lors de l'examen des documents et des échanges réalisés dans le cadre de la visite, des différences ont été relevées entre le plan de zonage ATEX communiqué et le zonage figurant dans l'étude de dangers du site datant de 2004. En particulier, certaines zones précédemment identifiées en zone 22 (notamment le local de ventilation, les silos verticaux n°1, 2 et 4 ainsi que la zone du séchoir) apparaissaient sur le plan transmis comme étant classées « hors zone ». L'exploitant a indiqué que, selon son analyse, seule la zone centrale des silos correspondant à la zone de déversement du grain devait être considérée comme zone 22. Toutefois, cette zone n'était pas matérialisée sur le plan initialement communiqué, ce qui rendait la représentation du zonage incohérente. À l'issue de la visite, l'exploitant a revu ce document afin de le mettre en cohérence avec le zonage retenu dans l'étude de dangers. Un plan corrigé, comportant la caractérisation des zones ATEX accompagné de photos, ont été transmis à l'inspection postérieurement à la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques
Prescription contrôlée : [...] La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : À partir du plan de zonage ATEX communiqué par l'exploitant, l'inspection a procédé, par échantillonnage lors de la visite, à la vérification de la présence de la signalisation des zones concernées. La présence de panneaux de signalisation a notamment été constatée pour les zones situées au niveau des silos verticaux. Toutefois, le jour de la visite, les consignes à observer en zones à risque d'explosion, telles que définies dans le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE), n'étaient pas affichées à l'entrée des zones concernées. À la suite de la visite, et dans le cadre de la mise à jour du plan de zonage ATEX évoquée précédemment (notamment pour les zones 22), l'exploitant a transmis à l'inspection, des photographies attestant de la mise en place de la signalisation correspondante ainsi que de l'affichage des consignes à l'entrée des zones concernées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Formation d'atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67
Thème(s) : Actions nationales 2026, Ventilation des locaux
Prescription contrôlée : Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.
Constats : Il a été constaté que les installations disposent de dispositifs de ventilation naturelle, matérialisés par des grilles de ventilation réparties le long des silos, complétés par la présence de ventilateurs mécaniques, permettant de favoriser le renouvellement de l'air et de limiter l'accumulation de poussières susceptibles de former une atmosphère explosive. Toutefois, l'inspection a relevé que certaines grilles de ventilation présentaient un empoussièrement important, en particulier sur les faces difficilement accessibles pour l'exploitant. Cet encrassement est susceptible de réduire l'efficacité du renouvellement d'air si un nettoyage régulier n'est pas assuré.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard de l'empoussièrement constaté sur certaines grilles de ventilation situées le long des silos, il est demandé à l'exploitant de transmettre un justificatif attestant du nettoyage de celles-ci, tel que des photographies datées ou tout document équivalent (compte-rendu d'intervention, fiche de maintenance, etc.).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Conformité des appareils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

Thème(s) : Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a procédé à un contrôle par sondage d'un équipement présent dans une zone ATEX du site, à savoir la poire de niveau (détecteur de niveau pour atmosphère explosive).

L'exploitant a fourni la déclaration UE de conformité du fournisseur du matériel (DOC ADM 0713-08/19) attestant que cet équipement est conforme aux exigences ATEX et adapté au type de zone dans laquelle il est installé.

L'état de l'équipement a été vérifié sur site: l'enveloppe était en bon état, les câbles correctement installés, les entrées câbles protégées ont été constatées.

Le suivi de l'équipement est assuré de manière continue via une supervision logicielle permettant de détecter tout fonctionnement dégradé. Des rondes de nettoyage sont effectuées régulièrement et une maintenance préventive annuelle est réalisée avant et après la période de moisson. À l'issue de chaque période, l'exploitant assure un suivi de l'état des matériels susceptibles de fonctionner en mode dégradé, enregistré dans un logiciel garantissant le respect des préconisations de maintenance et la sécurité du fonctionnement en atmosphère explosive.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A

Thème(s) : Actions nationales 2026, Vérifications périodiques

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

[...]

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Constats :

L'exploitant a présenté les rapports de contrôle périodique des installations électriques, dont le dernier en date du 30 septembre 2025 (précédent : 21 octobre 2024). Ces contrôles ont été réalisés par un organisme spécialisé.

Le rapport de vérification fait apparaître plusieurs non-conformités, dont certaines anciennes et persistantes, notamment :

- l'impossibilité de réaliser l'ensemble des vérifications réglementaires en raison de l'absence de mise hors tension des installations (constat déjà relevé en 2024);
- une sensibilité de protection différentielle inadaptée au regard du risque d'incendie/explosion, identifiée depuis 2021;
- des dégradations mécaniques d'une armoire électrique, avec impossibilité de fermeture des portes et risque de contact direct.

Ces anomalies sont classées en niveau de risque U1, nécessitant une action corrective.

L'exploitant a informé à l'issue de la visite de la levée de certaines non-conformités. Pour celle nécessitant une coupure générale de l'alimentation, il a précisé que cette dernière est en cours de planification, avec une intervention prévue avant la période de moisson.

Aucun échéancier détaillé ni justificatif de traitement des autres anomalies n'a toutefois été transmis à ce stade.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- Transmettre un plan d'actions détaillé et formalisé, précisant pour chaque non-conformité :

- la nature de l'écart,
- les mesures correctives prévues ou effectuées,
- les délais de mise en conformité associés (échéancier précis) ;

- Justifier de la planification effective des travaux, avant les moissons, nécessitant une coupure générale, en précisant :

- la date prévisionnelle d'intervention,
- les modalités d'organisation retenues (coordination avec le distributeur, arrêt technique, etc.) ;

<ul style="list-style-type: none"> - Préciser les mesures compensatoires mises en place dans l'attente de la mise en conformité, afin de garantir la maîtrise du risque électrique (incendie, explosion, contact direct), en particulier pour les équipements présentant des défauts d'intégrité ou de protection. - Réaliser un nouveau contrôle électrique pour démontrer la levée de ces non conformités
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois